Usages et résistances des ouvriers immigrés dans l'industrie marseillaise (1880-1914)

Xavier Daumalin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6472>

DOI : 10.4000/cdlm.6472

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 235-252

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Xavier Daumalin, « Usages et résistances des ouvriers immigrés dans l'industrie marseillaise (1880-1914) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6472> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6472>

Usages et résistances des ouvriers immigrés dans l'industrie marseillaise (1880-1914)

Xavier DAUMALIN

Il peut paraître surprenant de songer à reprendre la question des liens entre l'immigration et l'industrialisation marseillaise du XIX^e siècle à la suite des travaux d'historiens ou de géographes tels que Pierre Milza, Théodosio Vertone, Louis Pierrein, Marcel Roncayolo et Émile Temime¹. Leurs recherches ont en effet permis de réaliser un certain nombre d'avancées, que ce soit dans la datation et la mesure du phénomène migratoire, la mise en évidence des rationalités économiques liées à l'emploi de cette main-d'œuvre, l'analyse des relations entre ouvriers français et immigrés et l'étude des processus d'intégration par la syndicalisation. En même temps, force est de constater que leurs analyses étaient fondées sur une représentation de l'industrie marseillaise qui a été profondément renouvelée depuis une vingtaine d'années, notamment par les travaux de l'UMR TELEMME². C'est en fonction de ces apports que nous proposons de revoir la relation immigration/industrialisation. Dans un premier temps, nous évoquerons les principales caractéristiques du système industriel marseillais tel que nous les percevons aujourd'hui ; nous étudierons ensuite dans quelles circonstances et avec quels concours les immigrés italiens sont passés du stade d'ouvriers « briseurs de grève » à celui d'ouvriers « meneurs de grève » ; nous analyserons enfin l'évolution des mobilités migratoires à la suite de l'essor de la syndicalisation des ouvriers italiens.

1. Louis Pierrein, *Industries traditionnelles du port de Marseille. Le cycle des sucres et des oléagineux (1870-1958)*, Marseille, Institut historique de Provence, 1975 ; Pierre Milza, *Français et Italiens à la fin du XIX^e siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, Rome, École française de Rome, 1981, t. 1 ; Renée Lopez et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille. L'expansion marseillaise et « l'invasion italienne » (1830-1918)*, Aix-en-Provence, Édisud, 1990, t. 2 ; Émile Temime et Théodosio Vertone (dir.), *Gli italiani nella Francia del Sud e in Corsica (1860-1980)*, Milan, Quaderni di affari internazionali / Franco Angeli, 1988 ; Marcel Roncayolo, *Les grammaires d'une ville. Essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.
2. Olivier Raveux, « Une historiographie renouvelée : dix ans de recherche sur l'industrie marseillaise au XIX^e siècle », dans Carlos Barciela Lopez, Gérard Chastagnaret et Antonio Escudero Gutierrez (dir.), *La Historia económica en España y Francia (siglos XIX y XX)*, Alicante, Publicaciones de la Universidad de Alicante, 2006, p. 425-440.

Le système industriel marseillais des années 1880

Le système industriel des années 1880 tel qu'on le percevait il y a une vingtaine d'années pouvait être défini par quatre critères : sa relation à l'espace régional ; la nature de ses opérations de productions ; le mode de fonctionnement de son patronat ; la place et l'utilité de la main-d'œuvre immigrée.

Dans *Les Grammaires d'une ville*, le géographe Marcel Roncayolo résumait la relation de l'industrie marseillaise à l'espace régional en ces termes :

L'industrie marseillaise est principalement portuaire ; loin de l'atténuer, l'évolution du XIX^e siècle accuse ce caractère : elle enferme le travail usinier dans sa ville-port, ses horizons et ses pratiques. Marseille n'essaime hors de son terroir (ou parfois aux limites extrêmes de ce terroir) que les activités nauséabondes (les soudières au début du XIX^e siècle, la chimie minérale cent ans plus tard) ou trop encombrantes pour son commerce, tels les chantiers de construction navale. En dehors de ces départs ou de ces choix de localisation relativement précoces, le temps de l'exurbanisation ne commence – et avec quelles prudenances – qu'à partir des années 1920³.

Le géographe Louis Pierrein ne disait pas autre chose lorsqu'il évoquait cette « trajectoire en hélice » qui, depuis les années 1920 – et grâce aux acquisitions de terrains réalisées par la chambre de commerce de Marseille – guidait « la démarche évolutive du foyer économique marseillais » de sa calanque originelle vers l'étang de Berre, puis en direction de Fos.

Parallèlement à ces analyses très marquées par l'importance accordée aux aménagements portuaires successifs portés par la chambre de commerce de Marseille, Louis Pierrein et Marcel Roncayolo insistaient sur la spécificité du patronat local et des opérations de production réalisées au sein du système industriel marseillais. Aux questions « quels produits ? », « comment ? » et « pour qui ? », ils s'accordaient pour répondre : « moudre, malaxer dans des cuves, faire décanter ou fondre dans des chaudières [...], ce qu'il y a de moins sophistiqué dans la transformation industrielle [...]. On livre des produits semi-finis ou simplement préparés pour la consommation des ménages »⁴ ; une « industrie commerciale » et spéculative ajoutait Louis Pierrein, sans lourds investissements, « légère, de technique simple, productrice de biens de consommation et même de nécessité. Industries qui peuvent se monter aisément, rapidement : on loue une vieille usine, un entrepôt ancien et on s'installe ; on utilise une main-d'œuvre bon marché, surabondante, venue de toute la Méditerranée, masse flottante de manœuvres, pour produire des denrées de tous les jours, dont il est dur de se passer »⁵. Avec, à la tête de ces entreprises, « un industriel commerçant, très méditerranéen », familial et individualiste, « plein de goût pour la discussion directe d'homme à homme, confiant dans sa force de persuasion, recherchant l'accord personnel, privé, avec le désir du

3. Marcel Roncayolo, *Les Grammaires d'une ville...*, op. cit., p. 141.

4. Marcel Roncayolo, *L'imaginaire de Marseille. Port, ville, pôle*, Marseille, Chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence, 1990, p. 141.

5. Louis Pierrein, *Industries traditionnelles...*, op. cit., p. 36-39.

secret, l'amour de la petite ristourne bien personnelle, plein de méfiance pour les marchés réglementés, officiels, publics»⁶.

Il apparaissait enfin que l'industrie marseillaise produisait en employant une importante main-d'œuvre immigrée d'origine italienne. Sa présence largement majoritaire dans plusieurs industries semblait être la traduction d'une stratégie patronale visant à essayer de réduire les coûts de production et à augmenter la productivité par l'emploi d'une main-d'œuvre sous-payée, peu revendicative et réputée plus résistante. L'importance du nombre des travailleurs italiens semblait aussi avoir un impact négatif sur l'innovation. Dans *Les Grammaires d'une ville*, Marcel Roncayolo se demandait ainsi si la présence de nombreux ouvriers immigrés italiens n'avait pas eu tendance à détourner les industriels marseillais des investissements nécessaires à la modernisation de leurs entreprises – une sorte de malthusianisme industriel en somme – et si elle ne les avait pas incités à faire fonctionner le plus longtemps possible des installations devenues obsolètes au regard de celles de la concurrence⁷. Dans *Migrance*, Émile Temime revenait également à plusieurs reprises sur ce problème. Parfois sur le mode interrogatif :

L'économie marseillaise profite d'une main-d'œuvre immigrée abondante et, en même temps, elle finit par en dépendre. Les entreprises qui disposent de cette main-d'œuvre à bon marché n'ont-elles pas tendance à retarder une modernisation parfois nécessaire?⁸

Ou encore, de façon plus catégorique :

Le système marseillais s'est construit en fonction du port, mais aussi en fonction de cette main-d'œuvre abondante toujours renouvelée [...]. Un tel système comporte des défauts. Il n'incite guère les entreprises à se moderniser tant qu'elles disposent d'une force de travail aussi nombreuse et aussi disponible. Il oblige à recourir à une nouvelle immigration dès que la migration « ancienne » a suffisamment évolué et ne se prête plus aux exigences des entreprises. Bref, le renouvellement de la migration n'est pas nécessairement ici facteur de progrès⁹.

Les industriels marseillais auraient en somme davantage cherché à réduire leurs coûts de production et à améliorer leur compétitivité en jouant sur la variable humaine, plutôt qu'en investissant dans le renouvellement de leur outillage. Ce constat établissait une corrélation entre la faible modernisation de l'appareil productif et l'importance de la main-d'œuvre immigrée, le poids de la main-d'œuvre italienne étant un indice du niveau d'archaïsme des structures industrielles locales.

Ces représentations de l'industrie marseillaise – et de la place de la main-d'œuvre immigrée au sein de cette industrie – doivent aujourd'hui être nuancées. Contrairement à ce que l'on pensait dans les années 1980, les activités du système industriel marseillais ne se limitent pas à quelques opérations techniques simples – moudre, malaxer dans des cuves et faire décanter ou fondre dans des

6. *Ibid.*, p. 36.

7. Marcel Roncayolo, *Les Grammaires d'une ville...*, *op. cit.*, p. 156.

8. Renée Lopez et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille...*, *op. cit.*, p. 11.

9. *Ibid.*, p. 186.

chaudières – et à la livraison de produits semi-finis ou destinés à la consommation courante. Cette dimension existe, elle est même fondamentale pour comprendre la forte présence du port de Marseille dans les échanges internationaux, mais elle est complétée – et c'est la grande spécificité des cycles industriels du XIX^e siècle que nous connaissons mieux désormais – par la production en série de biens intermédiaires et d'équipement qui fait du port de Marseille la principale tête de pont de la modernité technologique pour l'ensemble du bassin méditerranéen.

Par ailleurs, l'industrie marseillaise des années 1880 s'inscrit dans une combinaison d'espaces productifs assez originale qui n'a pas toujours été très bien perçue. Loin d'être recroquevillée autour de son port, elle s'appuie – depuis le Premier Empire au moins – sur un réseau de systèmes productifs ruraux qui cumulent les avantages liés aux économies externes et internes et contribuent à la compétitivité de l'ensemble. Généralement fondés par des entrepreneurs marseillais, implantés à proximité de la ville ou dans des espaces plus isolés – et souvent côtiers –, ces systèmes productifs rassemblent des usines qui emploient et logent de nombreux ouvriers italiens. À activité et à taille égales, la proportion d'immigrés employés au sein des usines rurales est même souvent plus importante qu'au sein des unités de production urbaines car les ouvriers français répugnent à travailler dans ces établissements isolés où le contrôle patronal est plus strict. Ainsi, lorsqu'en 1864-1867 la société Lhuillier & Cie construit une cité ouvrière à proximité de ses puits de mine situés dans une zone rurale relativement isolée, elle ne parvient à y installer que des ouvriers italiens ; même scénario pour les logements ouvriers des usines chimiques implantées autour de l'étang de Berre ou dans les calanques¹⁰.

Enfin, si l'industrie marseillaise repose effectivement sur une forte proportion d'ouvriers immigrés italiens, leur présence ne constitue pas pour autant un frein à l'innovation. Nombre d'entre eux sont employés dans des branches où le travail artisanal recule au profit d'un système productif en voie de mécanisation dans lequel le recours à un travail physique intense s'avère indispensable pour assurer le bon fonctionnement de l'ensemble. La technologie du XIX^e siècle est en effet souvent marquée par une mécanisation des opérations de production qui « se limite à des îlots, autour desquels le recours à un effort physique particulièrement intense est la seule issue possible pour assurer le fonctionnement de l'ensemble du système, et notamment la gestion des flux »¹¹. C'est, par exemple, ce que l'on constate dans l'exploitation des mines des environs de Marseille où l'essor de la main-d'œuvre italienne coïncide avec le fonçage des premiers puits verticaux et l'installation des machines à vapeur pour l'exhaure ou l'extraction du lignite. C'est aussi ce que l'on observe dans les tuileries de Saint-Henri où les Italiens – qui représentent entre 70 et 75 % des effectifs ouvriers – travaillent depuis les années 1860 dans un environnement marqué par l'usage du four continu Hoffman, la mécanisation d'un certain nombre d'opérations, la standardisa-

10. Xavier Daumalin, « Patronage et paternalisme industriels en Provence au XIX^e siècle : nouvelles perspectives », *Provence historique*, n° 220, 2005, p. 123-144.

11. François Caron, « Changement technique et culture technique », dans Maurice Lévy-Leboyer (dir.), *Histoire de la France industrielle*, Paris, Larousse, 1996, p. 234.

tion des produits et la production de masse (certaines usines produisent près de 10 000 tuiles par jour). La relation entre travail immigré et innovation est donc plus complexe qu'il n'y paraît et il n'y a pas de lien systématique entre le recours massif à la main-d'œuvre immigrée et l'obsolescence des méthodes de production. Mais qu'ils soient employés dans des usines urbaines ou rurales, dans des établissements restés artisanaux ou dans des usines partiellement mécanisées, les ouvriers italiens n'en demeurent pas moins indispensables au bon fonctionnement et à la compétitivité du système industriel marseillais¹².

La récession des années 1883-1896 et les débuts de la syndicalisation des ouvriers italiens

L'industrie marseillaise entre en récession en 1883. Les entrepreneurs réduisent leurs investissements, certains dissolvent leur société par anticipation tandis que d'autres – comme l'industriel Hilarion Roux – connaissent des faillites retentissantes. Ce contexte récessif provoque une diminution globale du temps de travail, une réduction des salaires et le licenciement de nombreux ouvriers. En 1886, Fournier & Cie se sépare ainsi de 330 personnes¹³, les Hauts-fourneaux de Saint-Louis n'emploient plus que 80 ouvriers sur les 200 présents en 1884 et la fermeture des Fonderies de la Méditerranée de l'industriel Louis Benet entraîne la mise au chômage de près de 400 ouvriers; toujours en 1886, la baisse des effectifs dans l'huilerie est évaluée à 1 800 personnes, alors que la branche employait encore 2 257 ouvriers cinq ans auparavant¹⁴. Pour les seules années 1894-1897, une enquête de la préfecture révèle que la diminution de l'emploi industriel dans Marseille s'élève à 1 657 personnes, ce qui correspond à 7 % du nombre total des actifs employés dans l'industrie en 1894¹⁵.

La diminution du pouvoir d'achat des ouvriers et la mise au chômage d'un certain nombre d'entre eux débouchent sur de nombreux mouvements sociaux, une conflictualité dont l'expression est favorisée par la légalisation des syndicats professionnels (1884) et par le renouveau du socialisme marseillais¹⁶.

12. Xavier Daumalin, *Capitalisme familial et seconde industrialisation : l'exemple marseillais (1880-1930)*, mémoire inédit d'HDR, Université de Provence Aix-Marseille I, 2011.

13. Archives départementales des Bouches-du-Rhône (désormais ADBDR), 1 M 880, lettre du commissaire central au préfet, 19 février 1886.

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*, 1 M 882, enquête industrielle, 1897.

16. Partiellement décapité par la répression qui a suivi la Commune, le mouvement socialiste marseillais a retrouvé une certaine vigueur à la suite du 3^e congrès ouvrier organisé à Marseille en 1879 et qui s'est conclu par l'adoption de résolutions collectivistes concernant les moyens de production. Dans la foulée de cette manifestation, les militants socialistes se sont efforcés d'élargir leur audience en multipliant les initiatives dans plusieurs domaines : création de cercles, lancement de quotidiens, organisation de conférences populaires avec des orateurs comme Antide Boyer, Philémon Gras, Jean Grave, Jean Lombard ou l'ancienne communarde d'origine polonaise Paule Minck. Dans le courant des années 1880-1890, les socialistes marseillais parviennent aussi à accéder à différentes fonctions électives : en 1881, Clovis Hugues est élu député de la 2^e circonscription de Marseille; en 1884, Antide Boyer et Philémon Gras deviennent membres du conseil municipal

Conformément à ce que l'on observe au niveau national, les grèves deviennent plus fréquentes qu'autrefois, avec des pics en 1883, 1893 et 1895. Leur moyenne annuelle passe de 2,6 à 7,7 entre 1873-1882 et 1883-1896. La durée des conflits tend aussi à s'allonger. Si dans les années 1870 la plupart des grèves marseillaises ne duraient que quelques heures – deux ou trois jours exceptionnellement –, dans les décennies suivantes on assiste à des grèves d'une ou deux semaines, et même de plusieurs mois. En 1890, les ouvrières des filatures cessent ainsi le travail pendant cinq mois¹⁷.

Au-delà de ce constat, la récession des années 1883-1896 est une période décisive pour les relations que les ouvriers français entretiennent avec les travailleurs italiens. Leurs rapports sont ambivalents. Les ouvriers marseillais sont partagés entre des pulsions de rejets et une réflexion sociale qui les conduit à défendre et à appliquer une stratégie de lutte solidaire. En 1884, au cours d'un *meeting* réunissant plusieurs centaines d'ouvriers sans travail à propos des « causes de la crise et des remèdes à y apporter », les voix qui préconisent le renvoi des ouvriers italiens rencontrent ainsi « peu d'écho » et provoquent même le « vote d'un blâme » de l'assemblée à leur rencontre¹⁸. La tonalité est toutefois bien différente en 1896-1897, lorsque la récession est devenue particulièrement sévère pour certaines branches comme l'huilerie. Dans une réunion rassemblant plus de 1 000 chômeurs à la Bourse du travail – fondée en 1888 –, des ouvriers français réclament « l'emploi de la force pour obtenir le renvoi des ouvriers étrangers » et annoncent leur intention « de prendre d'assaut les usines qui les occupent de préférence »¹⁹. Les manifestants se rendent ensuite chez Fournier & Cie et autour des raffineries de sucre de la ville « pour inviter les patrons à remplacer les ouvriers étrangers qu'ils occupent par des ouvriers français »²⁰. Mais les réponses des industriels – accusés, pour l'occasion, d'être de « mauvais patriotes » – restent évasives et nettement insuffisantes au regard des attentes des ouvriers²¹. Certains ont même déclaré « qu'ils étaient prêts à fermer leurs usines plutôt que d'employer une main-d'œuvre française »²². Une délégation est alors reçue par le maire socialiste Siméon Flaissières qui s'engage à accélérer le démarrage de plusieurs chantiers en attente – réfection de la façade du palais de justice ; pavage des voies

de Marseille ; l'année suivante Clovis Hugues est réélu député tandis qu'Antide Boyer entre à son tour au Parlement ; en 1886, Philémon Gras devient conseiller général ; en 1892, Siméon Flaissières est élu maire de Marseille et l'année suivante Antide Boyer est réélu député pour la troisième fois ; en 1894 Paul Peytral devient sénateur. En l'espace d'une quinzaine d'années, les socialistes marseillais ont intégré tous les échelons de la représentation nationale, avec une vigueur toute particulière pour l'échelon municipal puisque Siméon Flaissières occupe le poste de maire jusqu'en 1902 (Paul Masson (dir.), *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, t. X : *Le mouvement social*, Marseille/Paris, Archives départementales des Bouches-du-Rhône / Librairie Champion, 1923, p. 137-180).

17. *Ibid.*, p. 210 sq.

18. ADBDR, 1 M 884, note sur le meeting de la salle Blanchard, 28 février 1884.

19. ADBDR, 1 M 882, rapport de police du 16 février 1897.

20. *Ibid.*

21. Fournier et les raffineurs de sucre promettent d'engager 15 à 20 ouvriers français chacun (*ibid.*).

22. *Ibid.*

latérales du Prado; extension du cimetière Saint-Charles... – et à n'y employer que des ouvriers français, ce qui permettrait d'en embaucher rapidement plus de 5 000²³. Une nouvelle réunion organisée par les ouvriers à la Bourse du travail le 17 février 1897, à propos des « moyens de donner du travail aux ouvriers qui n'en ont pas », débouche sur des propositions contradictoires qui en disent long sur le désarroi des ouvriers et sur l'importance économique des travailleurs immigrés : « se rendre en bloc aux usines et dire aux patrons qu'ils acceptent de travailler au même prix que les Italiens; demander aux patrons de ne conserver que 10 % d'étrangers et de remplacer les autres par les Français »²⁴. L'ouvrier Gros propose quant à lui de « former une délégation de 20 à 30 membres pour aller dans les usines demander l'expulsion des ouvriers étrangers, seule cause du malheur des ouvriers français »²⁵.

La mise en avant de revendications fondées sur le concept de préférence nationale ne doit cependant pas faire illusion. Elle correspond davantage à un phénomène pulsionnel passager qu'à une tendance de fond durablement partagée par l'ensemble des ouvriers marseillais. Car même pendant ces moments forts de l'expression de la xénophobie ouvrière, d'autres travailleurs, proches des thèses collectivistes, ne manquent jamais de rappeler que la véritable solution ne réside pas dans l'expulsion des ouvriers étrangers mais plutôt dans une révolution sociale portée conjointement par les ouvriers français et italiens. Par ailleurs, sur le terrain, c'est-à-dire dans les luttes revendicatives, on constate que dès les années 1883-1896 – malgré l'expression ponctuelle de ces pulsions xénophobes – les rapports entre ouvriers français et étrangers sont déjà en train d'évoluer vers une solidarité effective grâce, en particulier, aux progrès de la combativité et de la syndicalisation des ouvriers italiens.

Dans sa thèse, Pierre Milza indique pourtant que cette combativité et cette syndicalisation ne débutent véritablement qu'en 1898 avec l'arrivée à Marseille des réfugiés politiques du Parti socialiste italien (PSI) – Campolonghi, Montanari, Benuzzi... – qui ont réussi à échapper à la répression des émeutes de Milan. Il précise que ce sont ces réfugiés du PSI qui ont incité les ouvriers immigrés italiens à entrer en masse dans les syndicats et à faire cause commune avec les ouvriers français, pour ne plus être systématiquement utilisés comme briseurs de grèves ou servir de boucs émissaires²⁶. Pierre Milza constate également que la propagande du PSI est particulièrement efficace puisque dès 1899-1901 plusieurs conflits importants – maçons, dockers, huiliers, cimentiers – révèlent une solidarité sans faille entre les ouvriers français et italiens. Ces grèves seraient ainsi les premières

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*

26. Pierre Milza, *Français et Italiens à la fin du XIX^e siècle...*, op. cit., t. 2, p. 833-857. La même thèse est reprise dans : Renée Lopez et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille...*, op. cit., p. 127-146; Giuseppina Sanna, « Le politiche sindacali e l'emigrazione italiana in Francia tra la fine dell'Ottocento e la Prima guerra mondiale », *Altreitalie*, gennaio-dicembre 2008, p. 61-70; id., *Il riscatto dei lavoratori. Storia dell'emigrazione italiana nel sud-est francese (1880-1914)*, Rome, Ediesse, 2011, 236 p.

à établir « un lien jusqu'alors inexistant entre les deux communautés » et à permettre l'émergence d'une élite syndicaliste italienne²⁷.

La documentation conservée aux archives départementales montre une situation plus complexe. On constate que dès 1883 les ouvriers italiens entrent dans le combat revendicatif et déclenchent des grèves où ils se retrouvent en première ligne face aux entrepreneurs et aux forces de l'ordre. C'est le cas, par exemple, aux Fonderies de la Méditerranée où une soixantaine d'ouvriers piémontais fait grève pendant trois jours pour tenter d'obtenir une augmentation de salaire ; ou encore à l'huilerie Mante frères & Borelli où pendant quatre jours une soixantaine d'ouvriers italiens essaye vainement d'obtenir une augmentation de salaire de 25 centimes. La grève la plus intéressante, au regard de notre propos, intervient aux usines de l'huilier Charles-Auguste Verminck²⁸. Elle est déclenchée le 2 juillet 1883 par des ouvriers italiens qui réclament une augmentation de salaire de 50 centimes par jour et s'achève le 19 juillet sur un échec. Ce conflit est cependant exemplaire à plus d'un titre. D'une part, parce qu'il ne se limite pas aux quatre usines exploitées par Verminck. À force de militer aux portes des autres huileries de la ville, ou de pénétrer directement dans les usines pour inciter les non-grévistes à les rejoindre, les ouvriers italiens de chez Verminck ont réussi à rassembler 1 885 ouvriers, c'est-à-dire plus de 80 % des effectifs de la profession. D'autre part, c'est un mouvement où les meneurs sont exclusivement italiens. Les 19 arrestations réalisées par la police au cours du conflit ne concernent que des sujets italiens et sont à chaque fois sanctionnées par des peines d'emprisonnement²⁹. C'est enfin une grève où les socialistes marseillais – Antide Boyer en tête³⁰ – jouent un rôle de premier plan, que ce soit dans le soutien moral accordé au mouvement, dans l'aide apportée à l'élaboration d'une plate-forme de revendications plus large – « augmentation de 50 centimes par jour ; une demi-heure de liberté le matin pour le déjeuner ; une heure de liberté pour le déjeuner ; suppression des cantines dans les usines ou au moins liberté complète pour l'ouvrier de s'approvisionner où il voudra »³¹ – ou pour la création du premier syndicat ouvrier de la branche. Le 14 juillet 1883, alors que les grévistes réunis salle Bouchard hésitent encore à créer leur syndicat, l'intervention d'Antide Boyer emporte la décision des ouvriers :

Sur ces entrefaites, arrive Boyer du cercle Esquiros, qui déjà s'est mêlé de cette grève. Il leur donne quelques conseils. Il leur dit de ne pas avoir peur. Il ajoute de tenir bon puisque la grève est déclarée et il leur assure que les Français sont avec eux puisqu'ils luttent pour améliorer leur situation et sauvegarder leur dignité. Il termine en les priant de nommer une délégation de sept membres qui présenteront leurs réclamations aux patrons et qui seront en même temps le noyau de leur chambre syndicale. Cette proposition est acceptée à l'unanimité mais la même

27. Pierre Milza, *Français et Italiens à la fin du XIX^e siècle...*, op. cit., t. II, p. 844.

28. ADBDR, 1 M 930, lettre de Charles-Auguste Verminck au préfet, 2 juillet 1883.

29. *Ibid.*

30. Né à Aubagne en 1850, Antide Boyer a débuté sa vie professionnelle comme ouvrier potier – métier de son père – avant de suivre des études au petit séminaire de Marseille. Il est élu député socialiste de Marseille en 1885, 1889, 1893, 1898, 1902 et 1906. Il est ensuite sénateur de 1907 à 1912.

31. ADBDR, 1 M 930, rapport de police du 14 juillet 1883.

hésitation se produit et personne ne voudrait accepter. Sur quelques nouveaux conseils, on jette enfin les noms suivants : Santi Pietro ; Alto Domenico ; Angi Gierolamo ; Nicola Giuseppe ; Alvin Baptista ; Coni Antonio ; Crose. On décide que ces sept membres, aidés de Boyer et de Farrenc, feront un rapport pour demain 3 heures de l'après-midi ; qu'on le lira à l'assemblée qui l'approuvera et que lundi on ira trouver les patrons. En attendant, on décide de continuer la grève³².

Même si le conflit échoue quelques jours plus tard, il n'en demeure pas moins que cette première tentative de création d'un syndicat ouvrier italien dans l'huilerie est bel et bien le fruit d'une collaboration étroite entre des socialistes marseillais en quête d'une plus grande audience et des ouvriers italiens qui n'hésitent plus, désormais, à s'engager dans des mouvements revendicatifs. C'est aussi le constat d'une étude réalisée en 1884 sur les conditions de travail et les grèves à Marseille : « Il [l'ouvrier italien] tient de plus en plus à affirmer sa solidarité avec l'ouvrier français [...]. On peut déjà prévoir le jour, qui n'est pas loin, où on le verra partout faire cause commune avec l'ouvrier français »³³.

Un autre conflit joue un rôle important dans la syndicalisation des ouvriers italiens et surtout dans le rapprochement des travailleurs français et italiens, bien avant l'arrivée à Marseille des membres du PSI. Il s'agit de la grève des ouvriers tuiliers qui éclate en 1894 dans les villages industriels de Saint-Henri, Saint-André et L'Estaque. Là encore, l'exemplarité du conflit est perceptible à plusieurs niveaux. Dans la rapidité de son déclenchement tout d'abord, et dans son ampleur. Le mouvement débute le 2 mars avec la grève de 150 jeunes filles et garçons de 13 à 18 ans employés dans les tuileries qui protestent contre la diminution du temps de travail de 12 à 10 heures. Cette réduction s'est traduite par une baisse proportionnelle des salaires qui équivaut à une perte de 30 à 35 centimes par jour³⁴. Signe qui en dit long sur le niveau de tension des rapports sociaux au sein de cette branche, les adolescents sont rapidement rejoints par l'ensemble des ouvriers de la profession – journaliers des carrières, charretiers, ouvriers des fours... –, y compris par ceux qui se trouvent dans d'autres quartiers – la Viste, Saint-Just – et même par les ouvriers de la tuilerie des Milles, non loin d'Aix-en-Provence. Dès le 5 mars, 1 500 personnes ont cessé le travail pour réclamer des augmentations de salaires ; le 15 mars, ils sont près de 2 000³⁵.

Le deuxième niveau d'exemplarité concerne le mode de fonctionnement du syndicat des ouvriers tuiliers fondé dès le 3 mars. Composé de travailleurs français et italiens, disposant d'une caisse alimentée par les cotisations des ouvriers, les quêtes faites auprès des négociants et par les dons versés par le conseil général ou la municipalité socialiste de Marseille, il fait preuve d'une réelle maîtrise dans la conduite du mouvement. Il tient régulièrement des réunions d'information sur

32. Ernest Farrenc est rédacteur en chef de la *Voix du peuple* (ADBDR, 1 M 930, note au préfet, 14 juillet 1883).

33. François Bernard, « Les conditions de travail et les grèves récentes à Marseille », *Journal des économistes*, t. 25, janvier-mars 1884, p. 414.

34. Ils gagnaient 1,75 francs pour 12 heures de travail (ADBDR, 1 M 933, rapport de police du 2 mars 1894).

35. ADBDR, 1 M 933, rapport de police du 15 mars 1894.

l'état de la situation, distribue des bons d'alimentation aux grévistes, exige des augmentations de salaires uniformes par catégories – et non suivant les capacités des individus comme le souhaitent les entrepreneurs –, parvient à jouer des rivalités entre les industriels pour se faire reconnaître comme le seul interlocuteur des ouvriers, réussit à imposer que la reprise du travail ne se fasse que dans les établissements où les entrepreneurs ont accepté par écrit leurs revendications salariales et parvient, finalement, après sept semaines de lutte, à une victoire complète. C'est la première du genre dans un si long conflit. Ce succès va d'ailleurs bien au-delà de la simple satisfaction des augmentations de salaire ou de la reconnaissance du syndicat³⁶. On perçoit bien, en analysant les différents rapports de police et les plaintes exprimées par les industriels, que le syndicat tend aussi à contrôler l'embauche :

Les ouvriers de l'usine Sacoman Pierre à L'Estaque ayant obtenu de ce fabricant satisfaction complète à toutes leurs revendications portant sur la réduction des heures de travail à l'augmentation des salaires avaient repris leur travail ; mais le syndicat ouvrier, afin d'avoir toujours la haute main dans les usines, a nommé un certain nombre d'ouvriers dans chaque usine qui sont spécialement délégués pour veiller aux embauchages et aux renvois d'ouvriers, afin d'empêcher le patron d'embaucher des ouvriers non syndiqués ou d'en renvoyer de ceux qui sont possesseurs d'un livret du syndicat³⁷.

La solidarité affichée par les ouvriers français et italiens constitue le troisième niveau d'exemplarité de cette grève. Nous sommes, ne l'oublions pas, sept mois seulement après les dramatiques événements d'Aigues-Mortes qui ont provoqué la mort d'une dizaine de journaliers italiens. Mais l'industrie marseillaise n'est pas tout à fait dans la même configuration économique et sociale que les salins de Camargue et le conflit des tuileries ne s'inscrit pas dans le cadre d'une concurrence entre les deux communautés³⁸. La solidarité s'affiche donc sans difficulté dans la lutte, les ouvriers italiens apparaissant même plus en pointe que les ouvriers français, à la grande surprise de la police qui redoutait des violences intercommunautaires :

Ce qu'il y a de frappant dans cette grève c'est l'union qui n'a pas discontinué de régner entre les ouvriers français et les étrangers. Ces derniers se sont montrés même plus tenaces que les premiers pour ne pas reprendre le travail avant d'avoir obtenu complète satisfaction³⁹.

Ou encore, une semaine plus tard :

On n'a jamais redouté à Saint-Henri un conflit entre ouvriers français et ouvriers italiens. La plupart de ces derniers sont syndiqués comme les ouvriers français et ils ont soutenu les mêmes revendications qu'eux⁴⁰.

36. ADBDR, 1 M 933, rapport de police du 24 avril 1894.

37. C'est d'ailleurs ce qui va décider les industriels à constituer leur propre syndicat (ADBDR, 1 M 933, rapport de police du 20 avril 1894).

38. Le différentiel physique, qui permet notamment aux ouvriers italiens employés dans les salins de gagner davantage que les ouvriers français tout en ayant un salaire horaire inférieur, ne joue pas de la même manière dans cette industrie (Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris, Fayard, 2010, p. 112).

39. ADBDR, 1 M 933, rapport de police du 24 mars 1894.

40. ADBDR, 1 M 933, rapport de police du 31 mars 1894.

Un incident a pourtant suscité l'émoi de la police et de la presse nationale. Le 26 mars 1894, alors qu'une soixantaine de grévistes italiens se rend à proximité de l'usine Guichard, Carvin & Cie pour faire pression sur les ouvriers employés à l'extraction de l'argile qui viennent de reprendre le travail alors que les dirigeants de l'entreprise n'ont pas encore accepté les tarifs réclamés par le syndicat, le cri «Aigues-Mortes! Aigues-Mortes!» est proféré plusieurs fois. Le moment de stupeur passé, l'incident provoque l'arrestation d'une dizaine d'Italiens, dont l'ouvrier Jean Fiori, un des blessés d'Aigues-Mortes et auteur des cris. *Le Figaro* évoque alors une possible recrudescence des tensions intercommunautaires, mais l'enquête de police révèle que l'usage mémoriel fait par Jean Fiori, ouvrier non gréviste, du souvenir du massacre d'Aigues-Mortes, s'adressait aux ouvriers italiens venus le convaincre d'abandonner son travail. L'usage mémoriel du massacre d'Aigues-Mortes a ainsi été détourné de son sens originel par une de ses victimes et il a été employé à l'encontre d'autres ouvriers italiens. La conflictualité s'est décentrée. Elle ne s'exprime plus entre ouvriers français et ouvriers italiens, mais entre les ouvriers italiens syndiqués et ceux qui ne le sont pas encore. La solidarité sociale l'a cette fois emportée sur la solidarité nationale.

Tous ces éléments conduisent finalement à compléter le schéma explicatif proposé par Pierre Milza en gommant l'aspect de «génération spontanée» et uniquement exogène de la syndicalisation des ouvriers italiens à partir de 1898. Certes, l'action des réfugiés du PSI a bien été importante – on le constate notamment dans l'engagement de ses leaders dans les grèves des années 1900-1901 –, mais elle a été précédée d'une phase d'une vingtaine d'années au cours de laquelle les socialistes et les syndicalistes marseillais ont contribué à intégrer et à former les ouvriers italiens aux luttes revendicatives unitaires et au syndicalisme. Les membres du PSI ont plus accéléré qu'initié le processus de syndicalisation des ouvriers italiens et leur engagement dans les mouvements revendicatifs.

La réorganisation des mobilités migratoires

Avec la reprise économique qui s'amorce à partir de 1897, et la difficulté consistant à trouver des ouvriers pour occuper les nombreux emplois déqualifiés et mal payés proposés par l'industrie marseillaise, les industriels de la seconde industrialisation continuent, plus que jamais, à recourir à la main-d'œuvre immigrée. La grande enquête réalisée en 1912 (graphiques 1 et 2) par les services de police révèle que, toutes industries confondues, la population immigrée représente désormais 59 % de l'ensemble des effectifs ouvriers, soit une hausse de 7 % par rapport à l'enquête de 1881⁴¹. Ce chiffre est à prendre avec prudence, ne serait-ce que parce

41. L'enquête de 1881 portait sur deux des principales banlieues industrielles de Marseille : la vallée de l'Huveaune, en direction de la Capelette, Saint-Loup, Pont-de-Vivieux, la Pomme, Saint-Marcel et la Valentine ; les quartiers situés à proximité des bassins Nord du port, comme Arenc, la Madrague, Saint-Mauront et le boulevard National. Cela représentait un échantillon de 114 établissements pour un effectif de 5 282 ouvriers, soit 13 % de l'ensemble de la population ouvrière marseillaise. Cette enquête révélait que, toutes industries confondues, les ouvriers italiens représentaient 52 % du total de la population ouvrière et 99,5 % de la population ouvrière

que l'enquête de 1881 ne concernait pas tous les quartiers de Marseille et ne portait que sur 13 % de la population ouvrière locale. Mais la tendance à la hausse de la main-d'œuvre ouvrière immigrée semble un constat crédible. On remarque aussi qu'en dépit d'une forte augmentation de la communauté italienne – celle-ci passe de 58 000 à 95 000 personnes entre 1881 et 1911 –, la part des ouvriers italiens reste stable par rapport à l'ensemble de la population ouvrière : 53 % en 1912, contre 52 % dans l'enquête de 1881. En revanche, elle ne représente plus que 75 % de la population ouvrière immigrée contre 99,5 % trente ans auparavant. Même si cet écart doit être pondéré et relativisé par les nombreuses naturalisations enregistrées depuis la loi de 1889, il n'en demeure pas moins l'indice d'une certaine diversification des mobilités migratoires liées au travail en usine. Nous y reviendrons.

L'enquête de 1912 permet également d'approcher d'un peu plus près la réalité de l'emploi féminin, et notamment de l'emploi féminin immigré. Sur les 1 389 ouvrières embauchées dans les quatre principales filatures de Marseille, 89 % sont des Italiennes ; sur les 486 ouvrières employées dans le raffinage du sucre – ce qui représente 23 % du total des effectifs –, 40 % sont des Italiennes⁴². D'autres sources révèlent encore qu'en 1904 l'huilerie Verminck du quartier Saint-Just emploie 160 trieuses de graines (53 % de l'effectif ouvrier)⁴³ ; qu'en 1907 l'huilerie Régis du quartier Saint-Lazare emploie 250 trieuses, représentant plus de 83 % du personnel⁴⁴ ; ou que plusieurs centaines de femmes travaillent chez Noilly Prat, Fournier & Cie et à la manufacture de tabac de Marseille, sans qu'il soit néanmoins possible de déterminer la proportion d'ouvrières italiennes ou françaises. Il est toutefois évident que plusieurs usines sont majoritairement composées de femmes et, parfois même, d'Italiennes.

Graphique n°1. Nombre d'ouvriers italiens employés dans l'industrie marseillaise (1912)

Source : ADBDR, 4 M 2351, enquête sur les ouvriers étrangers travaillant dans les industries marseillaises, 1912.

étrangère (ADBDR, 1 M 881, état nominatif des chantiers, ateliers, manufactures ou fabriques employant concurremment avec des ouvriers français des ouvriers étrangers, 25 juillet 1881).

42. ADBDR, 4 M 2351, enquête sur les ouvriers étrangers travaillant dans les industries marseillaises, 1912.

43. ADBDR, 1 M 943, rapport de police du 25 janvier 1904.

44. ADBDR, 1 M 951, état récapitulatif des grèves en 1907.

Graphique n° 2. Pourcentage d'ouvriers italiens employés dans l'industrie marseillaise (1912)

Source : ADBDR, 4 M 2351, enquête sur les ouvriers étrangers travaillant dans les industries marseillaises, 1912.

Faut-il y voir un effet du développement de la combativité et de la syndicalisation des ouvriers italiens ? Ce serait oublier que certaines tâches du processus de production sont systématiquement dévolues aux femmes ; ce serait aussi supposer que la lutte en entreprise est uniquement masculine et que les femmes sont peu concernées. Plusieurs conflits montrent le contraire. Lors de la grande grève des ouvriers tuiliers, en 1894, ce sont des jeunes filles italiennes qui contribuent à déclencher le mouvement revendicatif ; même constat en 1904, lors de la grève de cinq jours des 160 trieuses de graines oléagineuses de l'usine Verminck⁴⁵ ; ou en 1907, à l'huilerie Régis, lorsque 250 trieuses quittent le travail pendant quatre jours pour une question de rémunération⁴⁶. Pendant la grande grève des raffineries de sucre, du 10 juin au 13 août 1908, les ouvrières italiennes sont systématiquement placées aux avant-postes des cortèges organisés pour empêcher la reprise du travail tant que toutes les revendications des grévistes n'auront pas été satisfaites : « Les femmes, sur lesquelles les grévistes comptaient beaucoup, et qui avaient été placées en avant, se sont montrées particulièrement agressives »⁴⁷. Plusieurs d'entre elles sont ainsi arrêtées : Joséphine Giolio, pour jet de pierres, et Anna Pellegrini, pour jet de poivre sur la foule⁴⁸ ; Joséphine Amathi, « pour avoir jeté des pierres contre la devanture d'un bar de la rue Loubon » ; Anna Fissere, pour « avoir jeté du poivre à la figure de ses camarades se rendant au travail »⁴⁹ ; et enfin les sœurs Rose Frassi et Joséphine Frassi (18 et 15 ans) « qui ont voulu empêcher les filles Rognon de se rendre au travail »⁵⁰. D'autres jeunes filles italiennes sont encore arrêtées, sans que l'on sache exactement pour quel motif : Julie Vignoli,

45. ADBDR, 1 M 943, rapport de police du 25 janvier 1904.

46. ADBDR, 1 M 951, état récapitulatif des grèves en 1907.

47. ADBDR, 1 M 952, rapport de police du 27 juillet 1908.

48. *Ibid.*

49. *Ibid.*

50. ADBDR, 1 M 952, rapport de police du 28 juillet 1908.

Marie Bertoncelli ou Marthe Tambellini. Il ne s'agit toutefois que d'informations éparses qui mériteraient de plus amples recherches pour que nous puissions disposer d'une meilleure compréhension du processus de syndicalisation et des pratiques de lutte des ouvrières italiennes⁵¹.

Revenons sur un des éléments révélés par l'enquête de 1912 : la diversification des provenances. C'est un phénomène récent et directement lié à la participation de plus en plus fréquente des ouvriers italiens aux mouvements revendicatifs. À plusieurs reprises – dans les cimenteries (1900), l'huilerie (1900, 1902, 1907) ou les raffineries de sucre (1908, 1910) –, des Italiens se sont retrouvés à la tête des conflits et des syndicats. Même lorsqu'ils ont été récemment recrutés en Italie pour briser un mouvement de grève, les ouvriers italiens ne réagissent plus systématiquement comme l'espéraient les industriels. L'exemple du conflit des charpentiers de marine, qui éclate en 1912 au sein des établissements Baudoin & Cie, Bourelly, Scotto, Malberti, Ruspolo et de la Société des embarcations de servitude est, de ce point de vue, assez révélateur. Le 3 avril 1912, près de 180 ouvriers se mettent en grève pour obtenir la journée de 8 heures sans réduction de salaire. Les industriels instaurent aussitôt le *lock-out* des chantiers et envoient deux émissaires à Gênes pour recruter de nouveaux charpentiers, ce qui radicalise le mouvement. Au cours d'une réunion salle Ferrer, à la Bourse du travail, les grévistes se déclarent prêts à s'opposer « par tous les moyens au travail de ces ouvriers », « d'envahir, au besoin, les chantiers » et promettent « d'user de violence » à l'égard des ouvriers qui accepteront de travailler. Mais une fois conduits sur les chantiers, les ouvriers italiens récemment arrivés de Gênes apprennent les raisons du licenciement des anciens ouvriers et refusent de se mettre au travail :

Les Italiens ont refusé de prendre le travail et se sont rendus chez leur consul accompagnés de M. Baudoin. Après explications, le consul leur a dit qu'ils avaient signé un contrat régulier, que l'engagement était formel et que s'ils ne voulaient pas travailler, ils n'avaient qu'à s'en retourner en Italie à leurs frais. Cette réponse n'a pas influé leur détermination ; ils n'ont plus reparu sur le chantier, et on croit qu'ils assisteront dans la soirée à la réunion des grévistes à la Bourse du travail.

Après « leur avoir expliqué la situation », et s'être engagés à leur payer le voyage de retour, les grévistes obtiennent que leurs compatriotes rentrent en Italie⁵².

Cette plus grande combativité des ouvriers immigrés italiens se retrouve aussi dans l'huilerie, où les conflits sont de plus en plus nombreux. En 1906, trois grèves éclatent aux usines Rocca, Tassy & de Roux, Verminck et Fournier & Cie⁵³ ; l'année suivante, ce sont les Huileries Luzatti, Rocca, Tassy & de Roux et Régis qui connaissent des arrêts de travail ponctuels dans les premiers mois de l'année, avant que la grève ne s'étende à l'ensemble de la branche du 2 au 29 mai⁵⁴. C'est au cours de ce conflit que les dirigeants de l'huilerie Maurel & Prom

51. Pour l'entre-deux-guerres, voir Linda Guerry, (*S'*) exclure et (*s'*) intégrer. *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université d'Avignon et des pays du Vaucluse, 2008.

52. ADBDR, 1 M 960, rapport de police du 26 avril 1912.

53. ADBDR, 1 M 950, état récapitulatif des grèves en 1906.

54. ADBDR, 1 M 951, état récapitulatif des grèves en 1907.

décident d'aller recruter des ouvriers dans la région de Tizi-Ouzou, en Algérie, pour remplacer les ouvriers italiens en grève :

Le premier lot de Kabyles est arrivé à Marseille en 1907 ; ils furent attirés dans cette ville par un contremaître de l'huilerie Maurel & Prom, qui a demeuré pendant quelque temps à Tizi-Ouzou [...]. Le syndicat des fabricants d'huile ayant reconnu que la main-d'œuvre italienne pouvait être remplacée sans inconvénient par la main-d'œuvre kabyle, il fut fait appel par la suite au concours de celle-ci toutes les fois qu'une grève éclata dans une usine [...]. Cette substitution a eu pour résultat de modérer les exigences des ouvriers italiens et d'enrayer les mouvements grévistes dans l'industrie des huiles⁵⁵.

L'existence d'un territoire colonial à proximité de Marseille – que de plus en plus d'entrepreneurs locaux ont pris l'habitude de fréquenter et où plusieurs d'entre eux ont développé des activités industrielles – facilite la réorientation des mobilités migratoires et le recrutement des travailleurs algériens pour briser les grèves de l'huilerie et contenir les revendications salariales. De fait, il n'y aura plus de conflits importants dans cette branche jusqu'à la première guerre mondiale. À cette époque, le nombre des ouvriers algériens employés dans l'huilerie s'élève à 400 personnes, soit 9 % de l'ensemble de l'effectif ouvrier de la branche et 12 % de la main-d'œuvre ouvrière étrangère⁵⁶.

Un phénomène identique se produit dans les trois raffineries de sucre de la ville pendant les grandes grèves des années 1907-1910 : en 1907, elles sont fermées du 7 au 16 mai, puis à nouveau du 8 juin au 16 juillet ; l'année suivante, les raffineries cessent de produire entre le 10 juin et le 13 août ; en 1910, elles sont encore bloquées du 10 février au 11 mai. C'est dans le but de mettre un terme à ce dernier conflit – le plus long que la branche ait jamais connu jusque-là – que les industriels de la profession décident d'imiter les huiliers et de recruter à leur tour des travailleurs algériens : « À l'instar des fabricants d'huile, les raffineurs de sucre firent venir des Kabyles pour mettre fin à la grève sans donner satisfaction à leurs ouvriers qui réclamaient une augmentation des salaires »⁵⁷. Les progrès de la syndicalisation des ouvriers italiens incitent les industriels marseillais à privilégier l'embauche d'ouvriers algériens, jugés encore peu perméables à l'influence des syndicats⁵⁸. Au début du mois de mai 1910, les dirigeants de Saint-Louis et des Raffineries de sucre de la Méditerranée – les industriels Desbief et Boyer –

55. ADBDR, 4 M 2369, rapport de police du 21 février 1913 ; Renée Lopez et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille...*, op. cit., p. 182-186.

56. ADBDR, 4 M 2351, rapport de police du 14 décembre 1912.

57. *Ibid.*

58. Les ouvriers d'origine espagnole deviennent aussi plus nombreux, mais ils sont plus employés dans les chantiers de travaux publics que dans les usines. Ils sont ainsi près de 800 à travailler au percement du tunnel du canal de Marseille au Rhône, à la ligne de chemin de fer Miramas-L'Estaque ou à l'agrandissement du port de Marseille. Même si certains recrutements sont effectués par des industriels désireux de réduire la trop grande influence des ouvriers italiens, il semble cependant que cette immigration soit surtout provoquée par les mesures répressives prises à l'encontre des mouvements révolutionnaires, notamment en Catalogne. En 1911, près de 5 000 Espagnols résident à Marseille (ADBDR, 4 M 2351, enquête sur les ouvriers étrangers travaillant dans les industries marseillaises, 1912).

envoient des agents en Algérie recruter plusieurs centaines d'ouvriers. Leur arrivée à Marseille provoque aussitôt des incidents avec les ouvriers italiens qui adoptent, à cette occasion, les mêmes comportements que certains ouvriers français avaient adoptés à leur égard quelques années auparavant :

Ce matin vers 10 heures le nommé Bou Aouina Kadour [...], qui venait de se faire inscrire pour travailler à la Raffinerie de sucre de la Méditerranée, a été assailli au boulevard National par quatre individus qui l'ont roué de coups. Ils ont été presque immédiatement arrêtés par des gardiens de la paix. Ce sont les nommés Cossu Francesco, 46 ans; Samma Gennario, 37 ans; Suresi Salvator, 24 ans; Martino Antonio, 38 ans; tous de nationalité italienne⁵⁹.

D'une façon un peu schématique, car la situation varie considérablement d'une branche à l'autre, on assiste ainsi à un nouveau glissement des antagonismes au sein de monde ouvrier : après avoir entraîné de vives rivalités entre Français et Italiens dans les années 1880, puis entre Italiens syndiqués et Italiens non syndiqués à partir de 1890-1900⁶⁰, la concurrence à l'emploi orchestrée par les industriels oppose désormais les ouvriers français et italiens syndiqués aux travailleurs coloniaux venus d'Afrique du Nord. À l'issue de ce conflit de trois mois, 230 ouvriers d'origine algérienne travaillent déjà dans les raffineries de sucre marseillaises, une présence qui a incontestablement contribué à faire échouer le mouvement ; ils sont près de 300 en 1912, ce qui représente 14 % de l'ensemble de l'effectif ouvrier dans cette branche et 28 % de la main-d'œuvre ouvrière étrangère⁶¹. C'est une autre manifestation d'un phénomène déjà constaté dans les relations économiques : le repli sur l'empire.

Conclusion

Plusieurs enseignements peuvent être tirés des dernières avancées de la recherche concernant la compréhension du lien entre l'immigration et l'industrie marseillaise au cours des dernières décennies du XIX^e siècle. Ces travaux permettent tout d'abord d'enrichir notre perception des lieux d'implantation et des rationalités économiques qui président à l'emploi de nombreux travailleurs immi-

59. ADBDR, 1 M 955, rapport de police du 5 mai 1910; Renée Lopez et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille...*, *op. cit.*, p. 150.

60. Lors d'une autre grève des ouvriers de l'huilerie, en 1900, les Italiens grévistes menacent leurs compatriotes non grévistes d'utiliser la violence pour les empêcher de reprendre le travail. Certains ouvriers « seraient chargés de se tenir à proximité de l'usine pour suivre à distance les ouvriers travaillant encore et de les assaillir lorsqu'ils seraient éloignés de toute protection. Ils seraient même décidés à pénétrer dans le domicile particulier de ceux-ci pour les menacer et les frapper au besoin ». Le 19 septembre suivant, Burio Joseph, surveillant de l'usine Magnan & Gavotti au Jarret, tire un coup de revolver sur le gréviste Mozzano. Le 11 février 1902, dans une autre grève déclenchée dans l'huilerie, l'ouvrier non gréviste Pavo essuie également plusieurs coups de revolver. Le 20 février, l'ouvrier Sanghitti est « assailli à coup de pierres par un groupe de cinq grévistes au moment où il se rendait à son travail » et riposte à coups de revolver (ADBDR, 1 M 936, rapport de police du 5 septembre 1900; ADBDR, 1 M 941, rapport de police du 20 février 1902).

61. ADBDR, 4 M 2351, rapport de police du 14 décembre 1912.

grés au sein du système industriel marseillais. Tout en confirmant le rôle décisif de cette main-d'œuvre dans les établissements implantés à Marseille, ils nous incitent à porter le regard au-delà de la ville pour observer ce qui se passe dans les espaces plus isolés, moins structurés, où l'activité industrielle donne naissance à des villages entièrement italiens (transformation ou création) qui contribuent à réorganiser la démographie et la sociabilité des territoires. Ils montrent aussi qu'il n'existe pas de lien systématique entre le recours massif à la main-d'œuvre immigrée et l'obsolescence des méthodes de production, puisque la mécanisation partielle du processus productif génère de nombreux emplois pénibles et déqualifiés qui sont systématiquement dédiés à la main-d'œuvre immigrée.

Le deuxième enseignement a trait au rôle fondamental de la récession des années 1883-1896 dans l'évolution des relations que les ouvriers marseillais entretiennent avec les travailleurs italiens. Ponctuée de rivalités et de violences très souvent – trop souvent ? – mises en exergue par les historiens au point de dominer complètement les représentations que nous avons de cette période, la récession des années 1883-1896 est aussi un moment fondateur dans le rapprochement des deux communautés, un moment où, sur le terrain, à l'échelle des ouvriers de certaines branches industrielles, le « social » fait reculer le « national », malgré le contexte politique français et les tensions franco-italiennes de l'époque. Même si l'expression de la xénophobie ouvrière ne disparaît pas et se poursuit bien au-delà de 1896, un autre front s'est désormais ouvert au sein même de la communauté italienne entre ceux qui ont commencé à participer aux luttes syndicales et ceux qui n'y adhèrent pas encore. Et dans l'émergence de cette nouvelle donne sociale, le rôle des socialistes marseillais, nettement plus proches de Jules Guesde que du « socialisme national » de Maurice Barrès, s'avère pionnier⁶². Ce sont eux qui, à plusieurs reprises, et bien avant l'arrivée à Marseille des réfugiés du PSI, accompagnent les revendications des ouvriers italiens et les aident à s'organiser. Ce constat permet aussi de nuancer la relation entre récession et xénophobie. Ce lien existe, il est même très fort, mais il n'y a pas de fatalité et la récession peut également être l'occasion de rapprochements et de solidarités, ainsi que facteur d'intégration⁶³.

Le troisième enseignement concerne la réorganisation des mobilités migratoires à la suite de l'engagement des ouvriers italiens dans les conflits sociaux.

62. Antide Boyer est lui-même membre du Parti ouvrier de Jules Guesde. La situation semble bien différente dans le Nord de la France où le « socialisme national » de Maurice Barrès fait davantage d'émules. Gérard Noiriel évoque ainsi le cas de l'ancien mineur et député Émile Basly qui, en 1893, milite activement en faveur d'une loi protégeant le travail national (Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens...*, *op. cit.*, p. 98).

63. On constate un phénomène identique pendant la récession des années 1930, lorsque les compagnies minières des Bouches-du-Rhône envisagent de licencier en priorité les ouvriers immigrés pour réserver l'emploi aux travailleurs français. Cela provoque aussitôt – à l'instigation de la CGTU proche du Parti communiste – la protestation de l'ensemble des mineurs du bassin qui, à la veille de leur grande marche de la fin, réclament, entre autres revendications, « l'interdiction de tout renvoi de travailleur immigré » (*L'Humanité*, 22 mars 1935; Xavier Daumalin, Jean Domenichino, Philippe Mioche et Olivier Raveux, *Gueules noires de Provence. Le bassin minier des Bouches-du-Rhône (1744-2003)*, Marseille, Éditions Jeanne Laffitte, 2005, p. 170-172).

Dès l'instant où ces derniers intègrent les structures syndicales pour obtenir des augmentations de salaires, dès lors qu'ils cessent d'être des ouvriers « briseurs de grèves » pour devenir des ouvriers « meneurs de grèves », les industriels marseillais tentent de retrouver les avantages liés à l'emploi d'une main-d'œuvre immigrée peu revendicative en diversifiant les provenances et en s'adressant prioritairement – dès 1907 – aux travailleurs coloniaux venus d'Afrique du Nord. Loin d'être ponctuelle et sans lendemain, cette réorganisation des mobilités migratoires liées au travail en usine constitue l'amorce d'une tendance de fond que l'on retrouve tout au long du xx^e siècle⁶⁴. Après les travailleurs italiens, les ouvriers d'Afrique du Nord sont en passe de devenir une composante à part entière du système industriel marseillais.

64. Marie-Françoise Attard-Maraninchi et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*, t. 3, *Le cosmopolitisme de l'entre-deux-guerres (1919-1945)*, Aix-en-Provence, Édisud, 1990, p. 7-38.